

Montréal, le 6 juin 2019

Par courriel

M. Patrice Allard
Chef de division – Bureau de la direction
Service de la diversité et de l'inclusion sociale
Ville de Montréal

Objet : Consultation publique sur le racisme et la discrimination systémiques

Monsieur,

Pour faire suite aux séances d'information générale du 15 et 16 mai dernier, et des séances thématiques du 21, 28 et du 29 mai dernier, la commission chargée de mener la consultation sur le projet mentionné en objet, vous soumet une liste de demandes faites par des participants lors des séances de questions, auxquelles la Ville de Montréal s'est engagée à répondre.

Soirée d'information générale du 15 mai 2019

D.1 Demande de Mme Nora Jones

En faisant référence au document d'information générale déposé par la Ville de Montréal dans le cadre de la présente consultation, Mme Jones pose les questions suivantes :

« Vous avez des statistiques « immigrants » et « non immigrants », mais est-ce que dans les « non immigrants », il y a aussi la visibilité des minorités visibles?¹ ».

« Est-ce que vous allez prendre les mesures pour bien identifier c'est qui les minorités visibles pour que... on est tous inclus. Parce que nous autres, on est des arrivants de longue date². »

¹ Extrait de la transcription de la séance d'information du 15 mai 2019, doc. 7.1, L. 1090

² Extrait de la transcription de la séance d'information du 15 mai 2019, doc. 7.1, L. 1095

D.2 Demande de M. James Oscar

En faisant référence au document d'information générale déposé par la Ville de Montréal dans le cadre de la présente consultation, M. Oscar pose la question suivante :

« Do you think that you have seriously addressed the second generation of Montreal – people that were born here – for the last 50 years we've been here – do you think you have addressed the fact that for 50 years we have not been included and the racism that we've lived in this province for 50 years, do you think it's been properly addressed in your report? You've only mentioned it once³ ».

D.3 Demande Mme Sabine Delva

Lors de la période de questions, Mme Delva a adressé les deux demandes suivantes :

« Je voudrais savoir, serez-vous en mesure de rendre publiques les données du nombre de logements abordables à Montréal? Je voudrais faire un lien qu'est-ce qui serait – un lien et comprendre trois thèmes dont l'emploi, l'aménagement du territoire, et le chômage, et est-ce que ces données peuvent inclure ces groupes ethniques et aussi la composition des ménages?⁴ ».

« Est-ce que la Ville aurait des statistiques qui illustrent combien de temps ces familles restent dans ces logements? Et, au fait, savoir, comprendre s'il y aurait des programmes qui les accompagnent à trouver un emploi⁵ ».

Soirée thématique sur la culture du 21 mai 2019

D.4 Demande de Mme Fatima Salazar

Au sujet de la vidéo de lancement des festivités du 375^e anniversaire de la Ville de Montréal, Mme Salazar a souhaité avoir des détails sur l'identité des membres du comité organisateur :

« Qui a accepté, en fait, le fait que la vidéo soit diffusée? Qui fait partie, à partir de cette table-là, qui a pris la décision? Qui? Qui étaient ces personnes? Est-ce que ces personnes étaient racisées? Qui était autour de la table? Moi, c'est ça ma question⁶ ».

³ Extrait de la transcription de la séance d'information du 15 mai 2019, doc. 7.1, L. 1225

⁴ Extrait de la transcription de la séance d'information du 15 mai 2019, doc. 7.1, L. 2060

⁵ Extrait de la transcription de la séance d'information du 15 mai 2019, doc. 7.1, L. 2065

⁶ Extrait de la transcription de la soirée thématique culture du 21 mai 2019, doc. 7.3, L. 2897

Soirée thématique sur le profilage racial et social du 29 mai 2019

D.5 Demande de Mme Nora Jones

En référence aux plaintes pour profilage contre des employés de la Ville de Montréal, Mme Jones adresse la question suivante :

« Est-ce que les plaintes sont publiées Est-ce qu'on peut voir s'il y a des plaintes contre certaines personnes qui travaillent pour la Ville?⁷ ».

D.6 Demande de Mme Daphney Laraque

Par rapport actuellement en place pour le dépôt d'une plainte contre le SPVM, Mme Laraque dit vouloir les précisions suivantes :

« [...] quand on fait une plainte à la déontologie pour avoir des gens à présenter une plainte, on m'a dit que j'étais obligée d'abord, avant que ma plainte se rende jusqu'à je ne sais pas trop où à la déontologie, de passer par un processus de conciliation où je devais rencontrer les policiers contre qui je devais porter plainte, puis essayer de m'entendre avec eux. Moi ma question c'est pourquoi cette démarche-là est obligatoire, pourquoi elle existe?⁸ » (doc. 7.5; L. 1815).

D.7 Demande de M. Balarama Holness

Par rapport aux conclusions des évaluations SPVM par rapport à l'implantation de caméras corporelles pour les agents de police, M. Holness adresse la question suivante :

« For the body cameras, right now when we look at the data from the report on body cameras, and when we compare the price that the SPVM had compared to prices in other cities, it seemed a little inflated, actually, a lot inflated. And it seems like that was the way to indirectly deny having body cameras. So apart from the price, because we know that that price can be reduced, just a yes or no question; is the SPVM for or against body cameras?⁹ ».

D.8 Demande de Mme Sue Tardif

En faisant référence à des formations offertes par la Ville de Montréal pour lutter contre des biais et des stéréotypes qui peuvent mener à du profilage, Mme Tardiff formule la demande suivante :

⁷ Extrait de la transcription de la soirée thématique profilage racial et social du 29 mai 2019, doc. 7.5, L. 1450

⁸ Extrait de la transcription de la soirée thématique profilage racial et social du 29 mai 2019, doc. 7.5, L. 1815

⁹ Extrait de la transcription de la soirée thématique profilage racial et social du 29 mai 2019, doc. 7.5, L. 3440

« So I would like to also know at some other point who is actually doing this awesome sensitivity training so that we have a less racist veil and so that people don't end up harmed and murdered¹⁰. »

La commission aimerait également vous transmettre des demandes laissées par des participants aux soirées d'informations et aux soirées thématiques, mais qui n'ont pas pu être adressées directement à la Ville de Montréal lors de ces séances.

D.9 Demande de M. Nathan Lainé

« Avec le manque de confiance que les citoyens ont face au processus de plaintes contre le racisme systémique et la crainte de ne pas être cru, pourquoi la Ville de Montréal n'instaure pas les caméras corporelles sur les policiers? »

D.10 Demande de Mme Marie-Christine Jenty

« Pour évaluer les perceptions des policiers face au profilage racial, la chercheuse de McGill, Myrna Lashley, a créé un questionnaire auquel 184 des 4600 policiers montréalais ont répondu en 2015. Il en ressort que ces derniers ne croient pas que la formation interculturelle améliore les relations avec la communauté. Comment s'assure-t-on qu'on comprenne la valeur de la formation et qu'on en applique les préceptes? »

D.11 Demande de Mme Pharlène Claristin

En référence au Plan stratégique pour soutenir le personnel du SPVM en matière de prévention du profilage racial et social 2018-2021, Mme Claristin pose la question suivante :

« Lors de la réalisation du plan d'action 2018-2021, vous avez (le SPVM) affirmé que vous avez consulté des membres et organismes des communautés profilées. S'il-vous-plaît, veuillez spécifier de qui s'agit-il étant donné que ces organismes communautaires ne figurent pas dans les auteurs ayant participé à la rédaction du plan à la page 22. »

D.12 Demande de Mme Daphney Laraque

« Quel pourcentage de postes permanents à la Ville de Montréal est occupé par des minorités visibles. Pour les nominations de 2018 en postes permanents combien ont été offerts aux minorités visibles en pourcentage et nombre. Quel est l'objectif de la ville en termes de représentation des minorités visibles? »

¹⁰ Extrait de la transcription de la soirée thématique profilage racial et social du 29 mai 2019, doc. 7.5, L. 3750

D. 13 Demande de Mme Daphney Laraque

« Combien de plaintes en déontologie le département de déontologie du SPVM reçoit par année? Quels sont les chiffres pour les 10 dernières années? ». Y-a-t-il un registre du nombre de plaintes de leurs contenus et des policiers visés par les plaintes? Pourrait-on éliminer le processus de conciliation obligatoire? Est-ce que suite à un processus de conciliation "réussi" les informations sur les plaintes sont quand même gardées? Y-a-t-il conséquence pour les policiers qui ont plusieurs plaintes, est-ce que ces conséquences potentielles sont effacées lorsque le processus de conciliation est "réussi"? ».

La commission souhaiterait avoir des réponses à ces questions, le plus rapidement possible.

Merci de votre précieuse collaboration,

Patrick Marais
Secrétaire de commission